



impacts sociaux



INDUSTRIES EXTRACTIVES

DESTRUCTIONS

DÉVELOPPEMENT

IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX LOURDS

MONDE

COMMUNAUTÉS

PAUVRETÉ

industries extractives :
bénies ou **maudites** ?

Les impacts des industries extractives sur les pays en développement

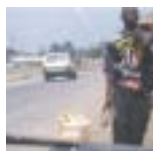
De nombreux pays en développement possèdent d'importantes réserves de ressources naturelles : pétrole, gaz, charbon, or, cuivre et autres produits miniers. On pense très souvent que les richesses provenant de ces ressources pourraient contribuer à la capacité de ces pays à développer leurs économies. La réalité se montre bien différente.



Un ancien de la communauté autochtone Shivankoreni, au Pérou, touchée par le projet gazier de Camisea.
© aaron goldzimer, environmental defense



Les projets miniers détruisent les modes de vie des U'wa, peuple autochtone de Colombie.
© terence freitas, project underground



Communautés affectées par l'oléoduc de l'Afrique de l'Ouest.
© leslie fields, foe us

le pétrole assure-t-il le développement des pays et le bien être des populations ?

Selon le classement par la Banque mondiale du PIB (produit intérieur brut) réel par tête, les pays en développement pauvres en ressources ont connu entre 1960 et 2000 une croissance deux à trois fois plus rapide que celle des pays disposant de vastes ressources naturelles. Parmi les 45 pays n'ayant pas réussi à soutenir leur croissance économique sur cette période, 39 dépendent lourdement des industries extractives (pétrole, gaz, mines), et une majorité a connu des conflits violents et des troubles civils dans les années 1990¹.

Les industries extractives sont très importantes pour les économies de plus d'une cinquantaine de pays en développement à travers le monde. Dans le même temps, on estime que plus d'un million et demi de personnes dans ces pays vivent avec moins de deux dollars par jour. On trouve douze pays dépendant au plus au point de ressources minières, et six du pétrole, dans la liste des pays pauvres les plus endettés établie par la Banque mondiale. Mais, de surcroît, les programmes de la Banque destinés à accroître les investissements privés du Nord dans la production de pétrole des pays du Sud ont énormément fait croître la dette. L'« aide » multilatérale et bilatérale du Nord en faveur de l'exportation du Sud a également exacerbé, et non allégé la dette².

Des cas concrets montrent également que les Etats dépendants des industries extractives sont davantage sujet, et à des degrés inhabituellement élevés à :

- la corruption,
- des régimes autoritaires,
- l'inefficacité gouvernementale,
- d'importance dépenses militaires,
- les guerres civiles,
- des violations des droits de l'Homme et des droits sociaux.

où passe le pétrole du Nigeria ?

Depuis des décennies, le pétrole est le principal produit d'exportation du Nigeria. Mais les revenus pétroliers n'ont pas apporté la prospérité à la majorité des Nigériens. Selon la Banque mondiale, la part de la population vivant dans la pauvreté est passée de 28% en 1980 à 66% en l'an 2000³. Et les secteurs rescapés de l'économie ne dépendant pas du pétrole ont presque disparu. La Banque mondiale confirme que le Nigeria a connu les symptômes de ce que l'on appelle « la malédiction de la ressource » ou « le paradoxe de l'abondance ». Alors que les profits issus des ressources pourraient permettre d'améliorer le bien-être de l'ensemble de la population, rien ne permet d'affirmer que le pétrole puisse réellement le faire.

A l'autre bout de la chaîne se trouvent les pays qui dépendent des importations de pétrole. Ainsi, le coût des importations de pétrole de la Tanzanie est passé de près de 190 millions de dollars en 2002, à environ 480 millions en 2006, soit 290 millions supplémentaires à payer chaque année, pour des quantités à peu près égales de pétrole. La remise de dette qui était attendue en 2006, supposée libérer la Tanzanie d'environ 140 millions de dollars, représente moins de la moitié des sommes supplémentaires que le pays doit déboursier pour payer ses importations annuelles de pétrole. En raison de la hausse du cours du baril, des tendances semblables peuvent être mises en évidence dans un grand nombre de pays dans le monde⁴.

FOCUS

IMPACTS

EXEMPLES

INDUSTRIES EXTRACTIVES		DESTRUCTIONS	DÉVELOPPEMENT	
IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX LOURDS		MONDE	COMMUNAUTÉS	PAUVRETÉ

FOCUS

impacts sur les communautés locales

Les mines, l'exploitation du pétrole et du gaz ainsi que la construction des oléoducs et gazoducs touchent les pauvres, les peuples autochtones et les communautés rurales d'une façon disproportionnée. Ceux-ci perdent souvent leurs terres et leur accès aux ressources naturelles, sources principales d'alimentation et de subsistance. Ils sont souvent obligés à travailler dans des conditions dangereuses pour des salaires réduits, et souffrent des pollutions et dégradations environnementales causées par ces investissements. De plus, en l'absence des techniques et de l'éducation nécessaires, les populations des communautés locales ne peuvent généralement pas profiter des emplois créés par les industries extractives, dont les employés sont le plus souvent originaires de pays lointains. Les impacts négatifs dus aux projets se manifestent souvent avant que ceux-ci n'aient commencé à dégager des revenus.

droits de l'Homme

Dans de nombreux pays, les industries extractives se sont trouvées liées à des violations des droits de l'Homme et à des troubles civils. Ces atteintes sont désormais bien documentées, par exemple dans les cas dans lesquels l'armée a été appelée afin d'assurer la garde des installations industrielles. Les peuples autochtones et les communautés locales peuvent se trouver forcées à quitter leurs terres pour faire place aux projets, et ceux qui le contestent sont parfois enfermés ou physiquement atteints. Dans de nombreux pays, les contestations légales des populations locales contre les projets dans lesquels des groupes étrangers sont impliqués ont conduit à des violations des droits des plaignants à la liberté d'expression.

la mine d'or de Yanacocha (Pérou)

La mine de Yanacocha est une mine à ciel ouvert de 251 km² située à proximité de la ville de Cajamarca. La Société financière internationale, appartenant au Groupe de la Banque mondiale, a accordé un total de 150 millions de dollars de prêts au projet piloté par une co-entreprise conclue entre Newmont (Etats-Unis) et Buenaventura (Pérou). Selon les populations locales, la région de Cajamarca tirerait un meilleur profit d'investissements dans le tourisme, la forêt et l'agriculture.

Les opérations minières, qui utilisent de grandes quantités de cyanure dans une région très fragile, ont contaminé les ressources en eau, entraînant la disparition du poisson et des batraciens. Le bétail est malade, l'air est pollué et les plantes médicinales ont disparu.

Bien que le gouvernement du Pérou ait mis en place une loi spéciale afin de garantir que la moitié des taxes payées par la mine seraient investies dans la région, le district de Cajamarca est, depuis le démarrage de la mine, en 1993, passé deuxième sur la liste des régions les plus pauvres du Pérou. Alors que la pauvreté rurale s'accroît, quelques personnes s'enrichissent d'une façon extrêmement importante en ville.

En 2006, des activistes de GRUFIDES, organisation péruvienne travaillant aux côtés des populations locales, ont reçu des menaces de mort et ont été soumis à la vidéosurveillance. Une enquête menée par la presse péruvienne a découvert que des individus liés à l'entreprise de sécurité FORZA, embauchés par Newmont pour assurer la sécurité du site de Yanacocha, étaient impliqués dans la surveillance des membres de la direction de GRUFIDES. Ce cas d'espionnage et de harcèlement a fait l'objet d'enquêtes de la part d'organismes de défense des droits de l'Homme de l'ONU et des Etats-Unis, et a été dénoncé par plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme, dont Amnesty International.

nos demandes

- Les industries extractives doivent cesser de détruire l'environnement et de pousser les populations dans la misère, où que ce soit dans le monde. Aucun nouveau projet ne doit être autorisé sans réelle procédure de consentement libre, préalable et informé des communautés locales⁵.

pour plus d'informations (textes en anglais) : Drilling into Debt : An Investigation into the Relationship Between Debt and Oil, Oilchange International, 2005 | The Impact of Higher Oil Prices on Select HIPC Countries, Center for American Progress, 2006 | World Bank Extractive Industries Report, 2003 | Extractive Sectors and the Poor, Michael Ross, Oxfam USA, 2001 | High Oil Prices : Undermining Debt Cancellation and Fueling a New Crisis ?, Time for a Clean Energy Revolution, Jubilee USA, Oilchange International, July 2006.



Populations locales proches de la mine d'or de Yanacocha, au Pérou.

© sjoerd panhuysen



Communautés affectées par l'oléoduc Bakou-Ceyhan.

© manana kochladze

- 1 World Bank Extractive Industry Report, 2003.
- 2 Drilling into Debt: An Investigation into the Relationship Between Debt and Oil, Oilchange International, 2005.
- 3 Worldbank, report 'Implementation of the Management Response to the Extractive Industries Review', December 2006.
- 4 The Impact of Higher Oil Prices on Select HIPC Countries, Center for American Progress, 2006.
- 5 Le terme « libre » se réfère au fait que personne ne doit être contraint ou manipulé. Le terme « préalable » établit que les consultations ont lieu avant le début prévu des activités, et le mot « informé », que les activités prévues sont communiquées dans une forme accessible et compréhensible. « Le consentement » renvoie à l'approbation, par la communauté, des activités prévues.



Cette fiche a été établie avec le soutien financier de l'Union Européenne. Le contenu de cette fiche est placé sous la seule responsabilité des Amis de la Terre Europe, des Amis de la Terre Pays-Bas, des Amis de la Terre France et du réseau CCE Bankwatch, et ne peut en aucune façon être considérée comme reflétant la position de l'Union Européenne.

IMPACTS

EXEMPLES

REVENDEICATIONS

RESSOURCES

CONTACT